



COMMUNIQUE DE PRESSE PP No. 02/APR./04

LE REGIME DE KIGALI CHERCHE DES EXCUSES POUR SE DEPLOYER A L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Les FDLR démentissent vigoureusement les informations diffusées dans les médias selon lesquelles leurs forces ont attaqué la localité de Kabuhanga, Gisenyi. Ce genre d'opérations ressemble à celle que l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) monta contre la localité de Mudende (Gisenyi) en août 1997 pour plus tard accuser les rebelles d'être les auteurs de tels forfaits. Il est aussi étonnant que le régime du Président Paul Kagame parle d'un village de tutsis alors que selon l'idéologie officielle, il n'y aurait plus d'ethnies au Rwanda.

Au moment où la communauté rwandaise toute entière se recueille autour des victimes de la barbarie de la dernière décennie, les autorités de Kigali se préparent encore une fois à porter la guerre à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC). En effet, les FDLR ont des informations sur les préparatifs du régime de Kigali pour se déployer à l'Est de la RDC. Ces informations indiquent que le gouvernement de Kigali a déjà disséminé dans cette région plusieurs caches d'armes et a envoyé des milliers de troupes déguisées en travailleurs de champ. La dernière phase consistait dans l'envoi d'une brigade de plus de quatre mille hommes fortement équipés qui viennent juste de se déployer dans la zone. En connivence avec certains groupes rebelles congolais, cette nouvelle offensive aurait pour objectif d'anéantir les réfugiés rwandais se trouvant encore dans cette région de la RDC et des congolais qui ont refusé de collaborer avec le régime de Kigali.

Les FDLR rappellent tous les rwandais et la communauté internationale que le problème rwandais est de nature politique qui requiert une solution politique. C'est pour cette raison que les FDLR et leurs partenaires ne cessent de demander un Dialogue Inter-rwandais hautement Inclusif seul cadre qui dotera la société rwandaise d'institutions qui répondront aux aspirations légitimes du peuple. Ce n'est qu'à la conclusion de ce Dialogue que tous les rwandais seront capables de s'atteler sans contrainte et sans discrimination à la reconstruction de leur pays.

Cependant, les FDLR sont prêtes à user de leur droit de légitime défense au cas

où les réfugiés rwandais seraient pourchassés comme ce fût le cas en 1996 et dans l'éventualité d'une attaque de leurs positions se trouvant à l'intérieur du Rwanda. En effet, la communauté internationale ferma les yeux lorsque ces réfugiés sans défense furent chassés et massacrés comme du gibier à travers les forêts de la RDC. Ces crimes de guerre, crimes contre l'humanité pouvant être qualifiés d'actes de génocide d'après un rapport des Nations Unies ont été perpétrés par l'APR et sont restés impunis jusqu'à ce jour.

Le 11 avril 2004

Dr Augustin Dukuze
Commissaire à l'Information et Porte-Parole